

CECI N'EST PAS UNE CRISE SANITAIRE



Pourquoi s'opposer
à l'installation du pass sanitaire
et à l'obligation vaccinale

MATTHIEU AMIECH

Matthieu Amiech fait partie des éditions La Lenteur. Il est un des auteurs du Groupe Marcuse, qui a signé en 2013 *La Liberté dans le coma. Essai sur l'identification électronique et les motifs de s'y opposer* (La Lenteur, 2019 [2013]). Il est aussi l'auteur d'un petit texte écrit à l'occasion de l'élection présidentielle de 2017 : *La Technocratie en marche. Lettre ouverte à Albin Serviant*, disponible aux éditions du Monde à l'envers.

Une version abrégée de ce texte doit paraître dans le journal *L'Empaillé* de l'automne 2021.

Le titre de ce texte se veut volontairement provocateur. Il renvoie bien sûr à un célèbre tableau du xx^e siècle, qui représentait indéniablement une pipe mais affirmait dans son titre qu'il ne s'agissait pas de cela – pas que de cela ? Pas principalement de cela ?...

Ainsi, il est indéniable qu'un virus particulier circule dans le monde depuis la fin de 2019, et qu'il provoque son lot de dégâts : des morts, donc des absences et des deuils ; des pathologies étrangement durables, parfois ; une surcharge de travail et des énormes difficultés dans les hôpitaux, souvent. Mais il me semble pour autant nécessaire, au bout d'un an-et-demi, de se demander si le virus Sars-cov2 en question est la cause essentielle de ces douloureux problèmes : vivons-nous principalement une crise sanitaire ? Ou vivons-nous d'abord une crise sociale – crise de la société de masse – et un changement de régime politique ?

La position que je défends ici est : les couches dirigeantes de la société industrielle mondialisée profitent d'un problème sanitaire qui s'est ajouté et conjugué aux nombreux autres déjà existants pour promouvoir une nouvelle organisation sociale. Le trait essentiel de cette société en gestation est la sur-intégration des individus, obtenue par la peur et la connexion permanente aux réseaux informatiques. Les dirigeants escomptent que la soumission des populations à leur pouvoir destructeur soit ainsi mieux assurée, en vue notamment des prochains épisodes de panique que vont provoquer les conséquences du réchauffement climatique.

Je vais développer cette position en quatre points, dont les titres parlent d'eux-mêmes.

I. IL N'Y A PAS DE RUPTURE PROFONDE DANS L'ÉTAT DE SANTÉ DE LA POPULATION DEPUIS MARS 2020 À CAUSE DU SARS-COV2

Une telle affirmation ne renvoie pas seulement au débat sur l'existence ou non d'une surmortalité induite par le Covid-19. Je me suis effectivement intéressé à ce débat, et je conseille à chacun de se faire un avis, en comparant les arguments de ceux pour qui il va de soi que nous vivons une tragédie

particulière avec ceux qui tendent à montrer que la mortalité liée au Covid n'est pas (pas encore?) exceptionnelle¹. Une telle affirmation ne vise pas non plus à nier le phénomène des « Covid longs ».

Elle s'appuie d'abord sur le constat, sensément partageable, que le Covid ne décime pas une population comme celle de la France ou des États-Unis, même si l'on s'en tient aux statistiques officielles – c'est-à-dire notamment si l'on accepte que toutes les personnes mortes avec le Covid sont mortes du Covid, ce qui est discutable. La population autour de nous n'est pas décimée depuis un an et demi, même quand le coronavirus circule de manière importante. Il y a apparemment plus de cas et plus de morts là où l'on ne cherche pas à totalement suspendre la vie sociale ordinaire. Mais dans les vieux pays industrialisés, le Covid fait moins de morts que le cancer

1. Voir la synthèse de Sylvie Le Minez et Valérie Roux sur <insee.fr> : « 2020: une hausse des décès inédite depuis 70 ans » ; à l'opposé, on peut lire de Laurent Tubiana, Laurent Muchielli, Pierre Chaillot (de l'Insee) et Jacques Bouaud : « L'épidémie de Covid-19 a eu un impact relativement faible sur la mortalité en France » ; et de Pierre Chaillot, « L'espérance de vie a-t-elle vraiment chuté de façon inédite en 2020 ? » (en ligne sur le blog de Laurent Muchielli hébergé par Mediapart).

(au moins 150 000 décès tous les ans)², et une partie importante de ses victimes meurent à un âge supérieur ou égal à ce qui était jusqu'ici l'espérance de vie.

Du point de vue de la collectivité, cette maladie pose avant tout un problème de gestion hospitalière : les cas graves demandent des hospitalisations longues, et bloquent donc des lits. La crise sanitaire est une crise de l'hôpital néo-libéral, organisé à flux hyper-tendu. Que face à l'évidence de sa durée, les États occidentaux ne fassent pas les investissements permettant, ne serait-ce qu'à moyen terme, d'augmenter les capacités hospitalières, devrait être un sujet de perplexité et de révolte ; qu'en France, les cliniques privées ne soient pas réquisitionnées, alors qu'on nous raconte que « nous sommes en guerre » et que l'hôpital public menace (en tous cas, à certains endroits) de s'effondrer tous les quatre mois, devrait être un motif d'incrédulité profonde quant aux principes et aux faits proclamés par les décideurs.

Pour le reste, le Covid-19 agit comme un *révélateur* du mauvais état de santé d'une partie de la population. Il y a bien des exceptions, mais la plu-

2. Sur l'épidémiologie du cancer et ses conditions, en France, voir l'article de Célia Izoard, « Cancer : l'art de ne pas regarder une épidémie », dans *Z* n°13, mai 2020.

part du temps, la maladie prend des formes graves ou mortelles chez des personnes présentant des pathologies préalables : cancers, obésité, diabète, hypertension... À lire le rapport parlementaire de 2018 sur l'alimentation industrielle, on comprend qu'en fait, une crise sanitaire majeure avait commencé *bien avant mars 2020* du fait de facteurs structurels de notre organisation sociale :

La mauvaise alimentation est une des principales causes d'une épidémie mondiale de maladies chroniques dont l'ampleur comme le coût économique et social doit alerter les pouvoirs publics à commencer par le ministère de la santé. *Selon la Haute autorité de santé, en 2012, plus de 15 à 20 millions de Français souffraient d'une maladie chronique.* En 2016, ces dernières représentaient plus de la moitié des dépenses de la branche maladie. D'après l'Inserm, le nombre moyen d'années passées en bonne santé pour les personnes de 65 ans a stagné entre 2005 et 2011, augmentant de 0,2 ans seulement pour les hommes (soit 73,8 ans) et diminuant de 0,2 ans pour les femmes (soit 73,6 ans). [Comme l'espérance de vie théorique moyenne a continué d'augmenter], les Français vivent donc plus longtemps (...) en mauvaise

santé. De plus, d'après les travaux du chercheur Anthony Fardet de l'Inra, en 2010, 36 % des décès seraient attribuables directement ou indirectement à une mauvaise alimentation (...). Ces mauvaises pratiques alimentaires peuvent relever d'une intoxication chronique par des cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques, ou des perturbateurs endocriniens, d'un mauvais équilibre nutritionnel, d'un excédent calorique ou de tous ces aspects à la fois³.

De ce point de vue, on peut dire qu'*il n'y a pas de crise sanitaire (principalement) liée au Sars-cov2, depuis le début de 2020*. Si crise sanitaire il y a, elle a commencé depuis le début du XXI^e siècle : c'est la dégradation de l'état de santé général lié aux conditions

3. Rapport n°1266 de l'Assemblée nationale, fait au nom de la commission d'enquête sur «l'alimentation industrielle : qualité nutritionnelle, rôle dans l'émergence de pathologies chroniques, impact social et environnemental de sa provenance», présenté par Loïc Prudhomme et Michèle Crouzet, 28 septembre 2018, p. 10 (téléchargeable sur <assemblee-nationale.fr>). Au-delà de la question alimentaire, voir aussi les réflexions du toxicologue André Cicollela, dans l'article de Gaspard d'Allens, «Malgré le Covid, la santé environnementale reste aux oubliettes» (9 juin 2020, voir <reporterre.net>).

de vie de plus en plus pathogènes dans les sociétés industrielles⁴.

2. LES VACCINS BIO-TECNOLOGIQUES ACHÈVENT DE TRANSFORMER NOTRE MONDE EN UN VASTE LABORATOIRE HORS-CONTRÔLE

Depuis l'apparition du Sars-cov2 et ses premiers morts, la nécessité d'inventer un (des) vaccin(s) contre le virus et de l'injecter au plus grand nombre est une obsession, chez les technocrates qui gèrent cette crise et chez les journalistes qui en fabriquent le récit socialement légitime. Nous assistons probablement, depuis décembre 2020, à la plus grande campagne de communication et de promotion de l'Histoire. Il est impératif, pour les commis des grands États, de l'industrie et de la *Big Science*, de convaincre toute la population de se faire vacciner, avec des produits mis au point en quelques mois, qui court-circuitent les procédures classiques de mise sur le marché et sont donc officiellement en phase expérimentale, pour deux ou trois ans

4. Dégradation annoncée par exemple par l'ouvrage de l'Encyclopédie des nuisances (aux éditions du même nom), *Remarques sur l'agriculture génétiquement modifiée et la dégradation des espèces*, 1998.

encore. Puis si la séduction ne fonctionne pas, alors ce sera la contrainte : privation de l'accès à de nombreux lieux essentiels de la vie en société moderne, coupure de salaires, licenciement, etc.

Les réticents aux vaccins proposés dans ces conditions sont traités comme des attardés, des gens diminués ou dangereux pour la collectivité – des brebis égarées que les spécialistes en ingénierie sociale sont chargés de faire rentrer dans le droit chemin. Des valeurs aussi fondamentales que la liberté de conscience, la liberté de disposer de son corps et le principe de précaution sont foulées au pied par le cabinet McKinsey⁵, le sociologue Gerald Bronner⁶, certains journalistes véritablement fanatiques (comme Nathaniel Herzberg, du *Monde*⁷), et bien sûr les décideurs tels que Véran ou Macron. « Nous avons tout le recul qu'il faut », affirment-ils

5. Qui conseille le gouvernement français sur la manière de conduire la campagne de vaccination, et de communiquer vis-à-vis de l'opinion.

6. Sociologue en acceptabilité des innovations technologiques, voir sa tribune atterrante de cynisme : « En France, le risque de la seconde vague de méfiance vaccinale » (*Le Monde* du 21 mai 2021).

7. Voir son bulletin de victoire définitif dans *Le Monde* du 10 mars 2021 (« L'insolente réussite des vaccins contre le Covid-19 »).

au bout de quelques mois de vaccination seulement : on le craignait, mais les scandales de l'amiante, des pesticides, des pollutions nucléaires, du Mediator ou... du vaccin contre la dengue aux Philippines⁸, tous ces scandales n'ont servi à rien. S'il y a une chose sur laquelle nous avons le recul nécessaire, ce ne sont pas les vaccins contre le Covid qui viennent d'être inventés ; ce sont les mensonges scientifiquement étayés qui ont maquillé les imprudences listées ci-dessus. Et pourtant on nous enjoint d'avoir à nouveau une totale confiance dans les industriels de la pharmacie – dont certains fabriquent aussi pesticides et semences génétiquement modifiées⁹ !

En faisant le pari d'une vaccination mondiale – y compris sur des pans de populations présentant très peu de risques de Covid graves –, souvent avec des produits biotechnologiques, la classe dirigeante propose un saut radical dans l'inconnu. Elle prend le risque de nous faire définitivement entrer dans

8. Voir l'enquête de Carol Isoux, « Dengvaxia, le fiasco d'un labo », dans la revue *XXI*, n°52, automne 2020.

9. Voir le panorama croisé des trois secteurs de la chimie, de la pharmacie et des semences, proposé par Federico Franchini (<https://www.lacite.info/economietxt/2016/3/7/pourquoi-syngenta-est-tomb-au-champ-dhonneur-de-la-guerre-de-lagrobusiness>).

le monde-laboratoire annoncé par Günther Anders aux débuts de l'industrie nucléaire : un monde où la science expérimentale devient impossible, puisque celle-ci était basée sur la possibilité de confiner l'expérience et son observation à l'intérieur d'un laboratoire¹⁰. Comme un temps très insuffisant a été accordé à l'expérimentation des « vaccins génétiques » sur des humains, il se peut, avec la campagne en cours, que se produisent des phénomènes dont les experts ne soient plus du tout capables d'identifier les mécanismes ; qu'on ne puisse plus distinguer la cause de l'effet, etc.

Par exemple, le chercheur en génétique moléculaire de l'université de Saclay, Christian Vélot, met en garde contre le risque de recombinaisons virales chez des personnes vaccinées (par ARN messenger ou Adénovirus) qui attraperaient un autre virus ou un variant du Sars-cov2. Sa crainte est ainsi que la vaccination de masse favorise la prolifération infinie des variants¹¹. Mais ses analyses et les travaux sur lesquels il se base sont écartés par les grands médias

10. Voir Günther Anders, *L'Obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la seconde révolution industrielle* (1956), Éditions de l'encyclopédie des nuisances, 2002.

11. Voir sa longue interview sur le blog de Laurent Mucchielli, en date du 8 juillet 2021.

et leurs *fact checkers* : ceux-là préfèrent relayer les paroles de chercheurs selon lesquels le risque de recombinaison est infime, et qui n'ont pas peur de dire qu'«on a des millions d'années d'expérience» avec l'ARN messenger (puisqu'il y en a dans de nombreux virus, et donc dans les vaccins classiques)¹². L'existence de divergences au sein de la communauté scientifique est niée ; la possibilité d'une controverse est conjurée par l'opposition caricaturale entre vraie Science et contre-expertise bidon.

3. LA GESTION DE L'ÉPIDÉMIE ET LA CAMPAGNE DE VACCINATION PROMEUVENT UNE SOCIÉTÉ ENCORE PLUS AUTORITAIRE ET INFORMATISÉE

Même quand on a une vision éloignée de la version officielle de la pandémie, il n'est pas facile d'expliquer le scénario que nous vivons depuis mars 2020. Pourquoi donc une telle exagération ? À quoi sert la terreur exercée par une partie des médecins, des

12. Propos tenus le 4 janvier 2021 sur France Inter par Steve Pascolo, chercheur à l'université de Zürich et ancien dirigeant de l'entreprise de «biopharmacie» Cure Vac (voir «Utiliser de l'ARN messenger n'est pas nouveau, c'est savoir le fabriquer qui est nouveau», sur <franceinter.fr>).

scientifiques, des journalistes? À quoi mène cette fuite en avant dans les biotechnologies?

Il y a sans aucun doute des intérêts sonnants et trébuchants immédiats, par exemple pour les vaccins. Il y a une adhésion idéologique profonde des différentes couches de la technocratie¹³ à ce gouvernement par la peur, par les chiffres, par la (soi-disant) science et par les vaccins-qui-n'empêchent-pas-le-coronavirus-de-circuler. Il y a, dans chaque milieu professionnel et social, des effets de conformisme qui renvoient à ce qui s'est passé pendant des dizaines d'années dans les régimes soviétiques : peu importe la vérité, on se range du côté de

13. Dans mon texte de 2017 sur le sujet, j'avais donné la définition suivante : « La technocratie, c'est cet ensemble de dirigeants politiques et économiques qui jouent un rôle crucial dans l'orientation et le pilotage du développement industriel, et dans la défense de son idéologie : hauts fonctionnaires et ministres, bien sûr, scientifiques et ingénieurs (des « grands corps », en France), directeurs d'écoles de commerce et directrices d'agences régionales, créateurs de start-up et cadres de grands groupes, journalistes économiques et publicitaires..., toutes et tous assurant en permanence la promotion de ce développement auprès des populations en martelant notamment qu'aucune autre possibilité n'existe pour notre société que de poursuivre sur le même chemin. » (*La Technocratie en marche*, p. 11).

la doxa officielle de peur d'être calomnié, rabaissé, détruit socialement. Et puis, il y a le grand projet industriel qui mobilise l'oligarchie internationale et pèse de tout son poids sur le fonctionnement des sociétés, du sommet jusqu'à la base : l'informatisation « totale » du monde, la robotisation et la promotion de l'intelligence artificielle.

Cette Quatrième Révolution industrielle implique non seulement l'Internet des objets, l'automatisation accrue des chaînes de production et de logistique, le transfert de la vie sociale et de la consommation sur les ordiphones ; mais elle implique également que les individus, tous les individus idéalement, laissent des traces électroniques de ce qu'elles font, à tout instant et en tous lieux. Ce sont ces tendances qui avancent, derrière le rideau de peur, de mesures autoritaires et de polémiques dues à l'épidémie de Covid-19 réellement existante et à sa mise en scène dramatisée. Dès le mois de mai 2020, la journaliste américaine Naomi Klein donnait les éléments essentiels pour comprendre l'opportunité extraordinaire constituée par la séquence Covid, et l'intérêt que trouvent les oligarchies économiques et politiques à nous y enliser. Elle mettait en avant la campagne de relations publiques agressives de l'ancien PDG de Google – toujours actionnaire d'Alphabet, et membre éminent

d'institutions de défense et sécurité étasuniennes –, Eric Schmidt. Celui-ci s'alarmait du lourd handicap constitué par les restes d'héritage libéral et démocratique de son pays, les États-Unis, dans la compétition avec la Chine despotique sur le terrain de l'intelligence artificielle :

Les raisons invoquées pour expliquer l'avantage concurrentiel de la Chine sont multiples, elles vont de la masse des consommateurs qui font des achats en ligne, à « l'absence de systèmes bancaires traditionnels en Chine » qui lui aurait permis d'abandonner rapidement l'argent liquide et les cartes de crédit et de libérer « un énorme marché du commerce et des services électroniques » utilisant des paiements numériques, en passant par la pénurie de médecins, qui aurait conduit le gouvernement à travailler en étroite collaboration avec des entreprises de haute technologie telles que Tencent pour utiliser l'intelligence artificielle dans le cadre d'une médecine « prédictive ». [Les mises en gardes de Schmidt insistent sur le fait] qu'en Chine, les entreprises de haute technologie « ont le pouvoir de lever rapidement les obstacles réglementaires, tandis que les initiatives américaines s'enlisent entre la conformité à

la loi sur l'assurance maladie (HIPAA) et l'approbation de l'agence étasunienne de l'alimentation et du médicament (FDA) ».

Eric Schmidt souligne cependant que parmi tous les avantages concurrentiels de la Chine, le principal est la conclusion de partenariats public-privé dans le domaine de la surveillance de masse et de la collecte de données. [Il] vante «le soutien et l'implication explicites du gouvernement chinois, par exemple dans le déploiement de la reconnaissance faciale». Il fait valoir que «la surveillance est l'un des premiers et des meilleurs débouchés» de l'intelligence artificielle et que «la surveillance de masse est le contexte parfait pour stimuler la recherche sur l'apprentissage profond»¹⁴.

À quoi l'on peut désormais ajouter : un contexte épidémique qui justifie le traçage permanent d'une maladie contagieuse et le contrôle d'une vaccination érigée en devoir civique – ce contexte est parfait pour stimuler le développement de la surveillance

14. Voir Naomi Klein, «La stratégie du choc du capitalisme numérique», publié dans *The Intercept* le 5 mai 2020, traduit en français pour la revue en ligne *Terrestres* (<terrestres.org>).

de masse. Voyez l'évidence que constitue pour beaucoup le « pass sanitaire ». S'il me semble au contraire légitime de s'y opposer fermement, c'est parce que la pertinence de la vaccination massive devrait se discuter (au minimum) et qu'il y a bien d'autres leviers à actionner de toute urgence en matière de santé publique. Mais c'est aussi parce que le « pass » est un moyen de nous forcer et nous accoutumer définitivement au recueil permanent d'informations sur nos vies et nos relations : celles-ci se réduisent à un stock de données destinées à entraîner les « robots » et mettre au point les innombrables algorithmes qui détermineront à notre place ce que nous faisons, pouvons, voulons. L'intelligence artificielle n'est pas une technologie, c'est un projet de société totalitaire.

4. PAR UN SOUCI MAL PLACÉ DU SORT « DES PLUS FRAGILES », LA GAUCHE SE POSE EN SOUTIEN INDÉFACTIBLE DE LA TECHNOCRATIE EN MARCHÉ

Après quelques mois de flottement et d'indétermination, une partie de la gauche (milieux « anti-capitalistes » compris) s'est majoritairement constituée en soutien actif des technocrates au pouvoir dans un pays comme la France. C'est-à-dire que la principale cri-

tique qu'elle leur adresse est de ne pas aller assez loin dans la sur-médicalisation de la vie quotidienne et les restrictions de vie sociale que cela implique : il faudrait confiner plus et plus vite ; fermer les écoles, plutôt que de seulement y imposer le masque aux enfants toute la journée ; et pour certains jusqu'au-boutistes, aller vers une stratégie zéro-Covid, inspirée de ce qui se pratique dans certains pays d'Asie ou en Australie – on bloque tout, on congèle la vie sociale, dès que le moindre cas positif apparaît quelque part¹⁵.

Ce positionnement est notamment justifié par le constat que les cas graves de Covid et les décès touchent plus, en moyenne, les milieux économiquement modestes – conformément au fait que les classes populaires sont les premières victimes de l'épidémie de maladies chroniques des décen-

15. Voir la sinistre position de Sud éducation (national), « Pour la vaccination, contre l'extrême-droite », 16 août 2021, sur <sudeducation.org> ; ce texte constitue sans doute un coup de force de bureaucrates parisiens, dans la mesure où son point de vue scientifique et violemment anti-populaire ne semble pas partagé par plusieurs sections locales ; mais il n'en est pas moins significatif. On pourra compléter cette lecture par celle du billet de blog (hébergé par Mediapart) « Comment imaginer une sortie de la crise sanitaire par la gauche ? », du dénommé Bayrem.

nies 2000-2010, qu'on a évoquée au premier point. Mais ce positionnement fait l'impasse sur les dégâts extraordinaires que les mesures de restriction sanitaires provoquent en premier lieu dans ces milieux-là, compte tenu des conditions de vie qui leur sont faites de longue date. Les militants qui accusent Macron de ne pas fermer les écoles pour complaire au Medef se rendent-ils compte de ce qu'implique la vie quotidienne sans école pour les familles d'enfants, parfois nombreux, vivant en Hlm ou en cités? Ceux qui plaident pour un arrêt complet de l'économie *tel qu'il peut se produire en temps de pandémie* (c'est-à-dire : pas un arrêt révolutionnaire, ou alors c'est pour les Gafam que c'est le Grand soir!) se rendent-ils compte de la situation financière et humaine où se retrouveraient un grand nombre de pauvres, qui travaillent dans l'économie informelle, si cette voie était choisie?

Plus largement, celles et ceux qui espèrent en finir «une bonne fois pour toutes» avec le Sars-cov2, par des mesures enfin rationnelles et sans «trou dans la raquette», ne réalisent pas qu'on n'a jamais, dans l'histoire, confiné ou mis en quarantaine *le monde entier, ni même un continent ou un pays entiers* – seulement des villes ou des petites régions. Et pour cause : il n'y a jamais eu, et il n'y a toujours

pas aujourd'hui (même si c'est le projet des géants de la Silicon Valley) une machinerie qui pourrait fonctionner sans intervention humaine et assurer la subsistance de sociétés totalement à l'arrêt.

Les polémiques sur l'ampleur de l'épidémie et les mesures à prendre face à elle ne relèvent pas principalement d'un affrontement entre raison et bêtise, entre science et obscurantisme ; elles voient surtout s'opposer des conceptions hétérogènes de la vie, du corps, de la maladie et de la mort. En attaquant systématiquement celles et ceux qui remettent en cause le narratif officiel de l'épidémie, une partie de la gauche et de l'extrême-gauche rend un service inestimable à l'oligarchie. En cautionnant l'idée que les opposants à la vaccination généralisée sont nécessairement des patriotes égoïstes, des individualistes qui refusent de « faire société », des libéraux darwiniens déguisés en alternatifs, ils s'alignent sur la vision de la société que défendent les élites politiques et économiques : celle d'une machine, à laquelle les individus sont sommés de s'identifier et s'intégrer totalement, en se débarrassant de leur personnalité propre, de leur animalité, de tout ce qui pourrait faire obstacle à un fonctionnement efficace. C'est la version 2020 de la sursocialisation que dénonçaient Theodor Kaczynski en 1995, et Riesel et Semprun en

2008¹⁶ : il faut avoir peur de tomber malade, ou de contaminer les autres ; et il faut montrer partout son QRcode pour prouver qu'on se soucie de protéger les plus faibles.

La partie de la gauche et des gauchistes qui refusent mordicus de s'opposer à ce glissement – à cette aggravation de ce qui était déjà là – fait ainsi étalage de trois traits de caractère politiques notables :

– ces personnes ont tendance à juger de ce qui est vrai avant tout par démarcation avec les personnes ou groupes qu'elles considèrent comme ennemis. Ainsi, s'il semble que la mise en question du récit officiel/légitime de la pandémie, ou de la vaccination « Formule 1 », émane d'acteurs marqués à droite ou à l'extrême-droite, c'est forcément que ces mises en question sont tendancieuses ou dénuées de fondement. Et peu importe que beaucoup d'autres personnes sans attache avec ces acteurs pensent des choses semblables, éventuellement avec des arguments différents. Il y a un camp du Bien et un camp du Mal (c'est bien connu), et le plus important est

16. Voir Theodor Kaczynski, *La Société industrielle et son avenir*, Éditions de l'encyclopédie des nuisances, 1998 ; et René Riesel, Jaime Semprun, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, Éditions de l'encyclopédie des nuisances, 2008.

de ne pas être assimilé à des hérétiques, des mal-pensants ou des réactionnaires. Étrange d'en être encore là en 2021, alors que le contenu exact de la notion de « progrès humain » (ou de « fascisme ») est devenu si difficile à cerner.

– ces personnes adhèrent en profondeur à la technoscience et à son extraordinaire pouvoir sur les sociétés industrielles, comparable à celui qu'ont eu les religions monothéistes dans le passé. Il était déjà manifeste, avant la séquence Covid, que les critiques radicales portées depuis vingt ans contre l'impérialisme de la technoscience, son rôle moteur dans le capitalisme industriel, dans la confiscation de la démocratie et dans la catastrophe écologique¹⁷

17. En plus des deux ouvrages fondamentaux de l'Encyclopédie des nuisances déjà cités, des éléments essentiels de cette critique sont développés dans Pièces et Main d'oeuvre, *Manifeste des chimpanzés du futur contre le transhumanisme*, Éditions Service compris, 2017 ; dans Groupe Oblomoff, *Un Futur sans avenir. Pourquoi il ne faut pas sauver la recherche scientifique*, L'Échappée, 2009 ; dans Céline Pessis (coord.), *Survivre et vivre. Critique de la science, naissance de l'écologie politique*, L'Échappée, 2014. Et tout récemment dans l'ouvrage de Pierre Bourlier, *L'Amour au temps des protocoles. Wilhem Reich et les paradoxes de la libération sexuelle*, La Lenteur, 2021.

– ces critiques n’avaient jamais vraiment ébranlé le progressisme du monde militant, notamment. Mais ce progressisme semble encore renforcé par la peur panique et obsessionnelle *de cette épidémie-là*.

Alors que sa compromission avec les intérêts et les moyens de l’industrie crève les yeux, la Science apparaît toujours à de nombreuses personnes (se réclamant de la raison) comme une puissance neutre, une source de savoir impartial, une instance séparée des pouvoirs politiques et économiques.

De même, à rebours de l’expérience des dernières décennies, l’innovation technologique paraît encore capable de corriger les dégâts produits par les innovations précédentes. Peu importe que les deux hypothèses qui restent sur la table quant à l’origine du maudit coronavirus soient une transmission via des élevages industriels monstrueux, pilotés sur la base de protocoles scientifiques et d’un « arrosage » massif de produits pharmaceutiques ; et une fuite d’un laboratoire de recherche P₄, c’est-à-dire ce qui se fait de plus performant et sophistiqué en matière de technoscience de nos jours. En 2021, on peut toujours se dire anticapitaliste sans remettre en cause ces infrastructures fondamentales du capital, et au contraire en réclamant à cors et à cris la distribution égalitaire à l’ensemble de l’humanité des fruits des

recherches menées dans les laboratoires de biotechnologies.

– enfin, ces personnes, malgré leur insatisfaction sur tel ou tel point, ont au fond confiance dans le personnel politique et le pouvoir technocratique. Cela les différencie d'une partie des classes moyennes et populaires en cours de radicalisation, inclassables sur l'échiquier idéologique, qui ressentent au contraire un sentiment d'*insécurité vitale* face aux discours et aux agissements des technocrates au pouvoir. Beaucoup de gens de gauche méprisent bien plus les « débilés » qui descendent dans la rue contre la vaccination obligatoire que les VRP de l'oligarchie mondiale, style Véran, Macron, Cédric O, etc. Comme au début du mouvement des Gilets jaunes, une énorme incompréhension et un remarquable mépris de classe se manifestent. Dans une situation qui est d'abord caractérisée par le chômage technologique de masse et l'effondrement écologique, la population se divise entre ceux qui perçoivent que les technocrates en marche (en France comme ailleurs) sont prêts absolument à tout pour défendre le système politico-économique existant, aux dépens des populations ; et ceux qui pensent que ces technocrates font ce qu'ils peuvent dans un moment difficile, et qu'il faut exiger d'eux qu'ils nous protègent mieux.

Cette épidémie (et sa gestion catastrophiste) devrait amener à une remise en cause complète de l'organisation sociale (pré)existante. Elle montre par a+b qu'il nous faut absolument vivre autrement, changer profondément le contenu de la production et les modalités du travail, se déplacer moins et différemment. Tout devrait être fait à une autre échelle. Mais l'urgence, à l'été 2021, est de pouvoir à nouveau remplir des stades de foot et des salles de concert géantes.

Le souci de défendre les plus fragiles face à l'épidémie, tel qu'il s'exprime fréquemment à gauche et à l'extrême-gauche, dissimule mal un renoncement profond à une transformation de la société : au minimum, un goût pour le *statu quo ante* ; au pire, une approbation des transformations proposées par la technocratie, seringue et smartphone à la main. Ainsi, la conscience que les formes graves du Covid touchent surtout des gens de milieu modeste, qui n'ont pas accès à une alimentation sans poison, qui sont souvent plus exposés (au travail, dans leur quartier, chez eux) à diverses formes de pollutions graves – cette conscience ne débouche pas sur une volonté de transformation radicale de leurs conditions de vie, par exemple de l'alimentation et donc de l'agriculture. Bien sûr, une telle transformation ne peut se faire en

quelques mois, même avec tout le volontarisme du monde ; et un tel projet ne doit pas impliquer une négligence des dangers immédiatement existants du Covid. Mais en acceptant sans discussion l'ensemble des mesures de « distanciation sociale », on rend la vie des classes populaires plus pénibles, maintenant et à terme ; on laisse s'installer un modèle de société où il deviendra encore plus difficile de lutter pour l'égalité, d'arracher des conditions de vie dignes pour tous à une élite dirigeante impitoyable.

Le pass sanitaire en premier lieu vise à permettre la continuation d'une société de masse (avec production de masse, consommation de masse, transports de masse) où personne n'est responsable de rien, à part bien sûr de la transmission d'un virus nanoscopique à son voisin/collègue de travail/vieux père. Le vaccin lui-même est là pour prouver que la société industrielle sait répondre aux problèmes qu'elle pose, que sa capacité de maîtrise est plus forte que les forces de chaos qu'elle déchaîne. (De même, d'ici peu, on nous « proposera » des solutions d'ingénierie climatique dont on nous garantira qu'elles sont en préparation depuis 20 ans au moins – « nous avons tout le recul nécessaire » –, et dont on nous dira surtout qu'elles sont l'unique recours si l'on ne veut pas tous suffoquer ou être emportés par de violentes intempéries ; ceux

qui les refuseront seront traités d'irresponsables, etc.) Et la majeure partie de la population semble disposée à le croire, ou à feindre de le croire : le désir de retour à la normale est tel qu'on préfère cautionner, voire renforcer, une organisation sociale intolérable.

Malgré tout, suite aux annonces d'Emmanuel Macron le 12 juillet dernier, des centaines de milliers de personnes se sont mobilisées en plein été pour dénoncer la mise en place du pass sanitaire et l'obligation vaccinale faite à un certain nombre de professions. Les capacités de réaction et de défense de la société, face à l'État, sont faibles mais pas inexistantes. Le mouvement en cours est absolument composite ; ses insuffisances et ses défauts sont le cruel reflet de décennies de dépolitisation, et le résultat aussi de l'immersion numérique. Les manifestants et les désobéissants à la gestion autoritaire de l'épidémie ne sont sûrement pas des fascistes ni même, pour la plupart, des nationalistes, même si une partie est sensible à la confiscation de la « souveraineté nationale » et/ou de la « démocratie représentative » – problèmes qui se posent, et qui doivent être clarifiés et dépassés, dans une perspective d'émancipation sociale, plutôt que niés.

On sent dans ces manifestations une révolte sincère et une sensibilité à des questions essentielles de

notre époque : la dépossession de tout pouvoir sur nos vies, la concentration de la puissance dans les mains d'une oligarchie cynique et sans frein moral, la surveillance électronique de masse, la crise écologique et climatique. Le fait que ces questions soient souvent traitées de manière confuse ne relève pas, globalement, de tendances « droitistes », cela vient d'abord d'Internet¹⁸. Et la suite que connaîtra ce mouvement de contestation – y aura-t-il une suite, et ce mouvement va-t-il gagner en pertinence ? – dépend précisément de la capacité des contestataires à sortir la tête de l'écran : les révoltés de l'été 2021 auront-ils la présence d'esprit de s'organiser et d'agir, de s'informer et de faire circuler leurs informations, autrement que par le *web* ? Parviendront-ils à passer de la légitime indignation devant la surveillance numérique au dégoût de la vie en ligne, du monde sans contact¹⁹ ?

18. Voir les réflexions précieuses de Pierre Bourlier sur le complotisme (d'extrême-droite ou pas) dans son article « L'illusion au pouvoir », dans la revue *L'Inventaire* n°11, automne 2021, éditions La Lenteur.

19. Voir à ce propos la brochure d'Écran total, *Ne laissons pas s'installer le monde sans contact*, du printemps 2020, disponible auprès des éditions La Lenteur ; et l'ouvrage du Groupe Marcuse, *La Liberté dans le coma. Essai sur l'identification électronique et les motifs de s'y opposer*, La Lenteur, 2019 [2013].

On ne voit pour l'instant que des individus sur ce chemin, et ce n'est certes pas rien ; pas de tendance collective à l'horizon. Mais les séquestrés d'Internet se cognent de plus en plus souvent et de plus en plus fort la tête sur les murs de la prison numérique, et peut-être le désir d'en sortir finira-t-il par émerger, avant qu'il ne soit vraiment trop tard.

Matthieu AMIECH, éditions La Lenteur,
15 septembre 2021

Achévé d'imprimer
sur les presses du Ravin Bleu,
à Quincy-sous-Sénart,
en octobre 2021,
pour les éditions La Lenteur.

BROCHURE DISPONIBLE À PRIX LIBRE À
LA LENTEUR / 13, rue du Repos / 75020 Paris